

ARRETE
concernant les concessions pour
appareilleurs eau et gaz
(Du 7 janvier 1985)

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur la proposition du Conseil communal,

a r r ê t e :

Article premier.- ¹ Les installations et conduites des réseaux de distribution d'eau et de gaz, les branchements conduisant dans les bâtiments ainsi que les compteurs et autres appareils de mesure et de contrôle sont posés par les services des eaux et du gaz et entretenus par eux. Selon les circonstances, ils peuvent déléguer ces travaux.

² Pour garantir au mieux la sécurité des personnes et des choses, à l'intérieur des bâtiments, les conduites, installations et appareils (appelés installations intérieures) ne peuvent être posés et entretenus que par :

- a) les services des eaux et du gaz
- b) les installateurs au bénéfice d'une concession accordée par le Conseil communal.

Art. 2.- Peuvent seules obtenir une concession les personnes qui :

- a) ont l'exercice de leurs droits civils et civiques,
- b) fournissent la preuve de leurs connaissances professionnelles
 - par la présentation du diplôme de maîtrise fédérale

80.4

dans le métier d'installations sanitaires,

ou

- par la présentation d'un diplôme jugé supérieur par le Conseil communal (ing. E.T.S., ing. E.P.F., etc.),

ou

- par la présentation d'un certificat fédéral de capacité dans le métier d'installateur sanitaire, ou autre titre jugé équivalent ou supérieur par le Conseil communal et fournissent la preuve d'une expérience pratique s'étendant sur 15 ans au moins, dont 10 ans avec responsabilités (contremaîtres, fondé de pouvoir, mandataires, etc.) dans une entreprise d'installations sanitaires de la région, connaissances et expériences sanctionnés par un examen pratique et technique organisé par la direction des services industriels,

c) sont inscrites au registre du commerce au titre de propriétaire ou de responsable d'une entreprise d'installations sanitaires,

d) sont établies à Neuchâtel ou dans une zone suburbaine fixée par le Conseil communal et, disposent d'un atelier organisé avec outillage et dépôt de matériel.

Lorsqu'il s'agit d'une personne morale, d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite, les conditions personnelles (litt. a à c) doivent être remplies par l'un des organes, associé, directeur ou fondé de procuration qui l'engage par sa signature.

Art. 3.- La concession est personnelle et intransmissible. Son octroi est subordonné au paiement d'une taxe unique dont le montant, fixé par le Conseil communal, ne pourra dépasser 300 francs. Dans les cas de décès ou d'invalidité prolongée d'un concessionnaire, le Conseil communal est compétent pour régler la situation transitoire.

Art. 4.- Le concessionnaire est tenu de se conformer à toutes les directives de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (S.S.I.G.E.), aux prescriptions

cantoniales et communales en la matière.

Art. 5.- ¹ Le Conseil communal retire la concession lorsque l'une des conditions posée pour son octroi n'est plus remplie.

² Il peut la retirer en cas de violation grave ou réitérée des prescriptions techniques régissant les installations intérieures, notamment des directives émises par la S.S.I.G.E., ou lorsque le concessionnaire se soustrait délibérément et systématiquement à la procédure d'approbation préalable des plans et au contrôle.

Art. 6.- ¹ Le concessionnaire doit fournir sous une forme agréée par le Conseil communal, une garantie de 1000 francs.

² S'il y a lieu, elle est acquise à la Ville jusqu'à due concurrence pour réparer le dommage subi par elle du fait de l'activité professionnelle du concessionnaire.

³ Dans la règle, la garantie est remboursée trois mois après le retrait de la concession ou la renonciation à cette dernière, sous déduction du montant éventuellement acquis à la Ville.

Art. 7.- En cas de malfaçon constatée dans le travail d'un concessionnaire, les services des eaux et du gaz peuvent exiger qu'il supprime les défauts dans un délai adapté aux circonstances ou y faire procéder, aux frais du concessionnaire, s'il ne donne pas suite à l'injonction qui lui a été notifiée.

Art. 8.- En cas de circonstances graves, notamment d'accidents importants survenus sur le réseau, tout concessionnaire est tenu de prêter son concours aux services des eaux et du gaz, à première réquisition de leur part.

Art. 9.- Toute infraction au présent arrêté, notamment le fait d'entreprendre l'exécution d'installations intérieures sans être au bénéfice d'une concession, sera punie d'une amende jusqu'à 1000 francs, si elle n'est pas

80.4

réprimée plus sévèrement par la législation fédérale ou cantonale.

Art. 10.- Dans des cas spéciaux, tels que le raccordement d'installations préfabriquées, montage d'éléments de construction en usine, etc., le Conseil communal pourra accorder à celui qui en fera la demande, une autorisation limitée dans le temps ou ne concernant qu'un seul objet. Si l'étude du dossier l'y conduit, il pourra s'écarter des exigences fixées aux art. 2, 3 et 6.

Art. 11.- La direction des services des eaux et du gaz peut autoriser des installateurs en chauffage à raccorder au gaz des chaudières de chauffage, après demande formelle écrite, avec présentation de schémas, et sous réserve du respect de toutes les prescriptions en la matière.

Art. 12.- Les arrêtés concernant les concessions pour appareilleurs eau et gaz du 6 novembre 1967 et complétant les prescriptions concernant les concessions pour appareilleurs eau et gaz du 6 septembre 1971 sont abrogés.

Art. 13.- Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa sanction par le Conseil d'Etat.

Art. 14.- Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Sanctionné par arrêté du Conseil d'Etat du 4 février 1985.